

ACTION URGENTE

LA FAMILLE D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION ARRÊTÉE

L'épouse et le frère du dirigeant d'un parti de l'opposition en Guinée équatoriale ont été arrêtés dans la capitale Malabo dans la nuit du 20 mai. Ils sont détenus au secret, semble-t-il pour faire pression sur le dirigeant de l'opposition afin qu'il se rende.

Medianera est l'épouse de **Jerónimo Ndong**, secrétaire général du parti d'opposition de l'Union populaire (UP), et **Ubaldo Mesi Ndong** est son frère. Sept soldats environ se sont présentés au domicile de Jerónimo Ndong pour l'arrêter le 20 mai, juste après minuit. Comme il s'était enfui, les soldats ont embarqué sa femme et son frère, laissant les cinq enfants de Medianera et Jerónimo Ndong, âgés de six mois à six ans, seuls dans la maison. Medianera et Ubaldo Mesi Ndong sont détenus au secret. Le président de l'UP a déclaré que la police lui avait assuré qu'ils seraient relâchés dès que Jerónimo Ndong se serait rendu.

Jerónimo Ndong avait été interpellé le 15 mai, vers 8 heures, avant une manifestation pacifique prévue plus tard dans la journée. Cette manifestation n'a pas eu lieu en raison de la forte présence militaire et policière à Malabo ce jour-là. Jerónimo Ndong a été emmené au poste de police central de Malabo, avant d'être relâché sans inculpation le 19 mai vers 14 heures.

Dix autres personnes sont toujours détenues au secret, après avoir été arrêtées aux alentours du 15 mai en lien avec la manifestation. Il s'agit notamment de **Luis Nzo**, arrêté le 13 mai dans la rue à Malabo alors qu'il était en train d'annoncer la manifestation à l'aide d'un mégaphone ; de **Salvador Bibang Ela**, dirigeant du parti de l'opposition Convergence sociale démocrate et populaire (CSDP), arrêté alors qu'il se rendait à la manifestation le 15 mai ; et de deux femmes, **Clara Nsegue Eyí** et **Natalia Angue Edjodjomo**, coordinatrices du rassemblement et fondatrices du Parti démocratique de la justice sociale (PDJS), interpellées à Malabo et détenues au poste de police, puis transférées à la gendarmerie de Mongomo, ville du nord-est de la partie continentale du pays.

Amnesty International pense que toutes ces personnes sont des prisonniers d'opinion, arrêtés uniquement pour avoir tenté d'exercer de manière pacifique leurs droits à la liberté d'expression et de réunion. L'organisation demande leur libération immédiate et sans condition.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites-vous préoccupé(e) par l'arrestation et la détention au secret de Medianera et Ubaldo Mesi Ndong, arrêtés semble-t-il uniquement en raison de leurs liens familiaux avec Jerónimo Ndong, et par le placement en détention de 10 autres personnes, arrêtées en lien avec la manifestation pacifique prévue le 15 mai ;
- réclamez la libération immédiate et sans condition de tous ces prisonniers d'opinion, arrêtés uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et de réunion.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1^{er} JUILLET 2013 À :

Procureur général

David Nguema Obiang
Fiscalía General de la República
Malabo, Guinée équatoriale
Fax : +240 333 09138 ; +240 333 094961 (veuillez appeler de 8h30 à 15h30 TU)

Formule d'appel : Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Guinée équatoriale dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Ministère de l'Intérieur et du Développement local

Clemente Engonga Nguema Onguena
Ministerio del Interior y Corporaciones
Locales, Malabo, Guinée équatoriale
Fax : + 240 333 09 2683/2688/3406
(veuillez appeler de 8h30 à 15h30 TU)

Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Monsieur le Président

General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
Gabinete del Presidente de la República,
Malabo, Guinée équatoriale
Fax : + 240 333 09 3313/3334
(veuillez appeler de 8h30 à 15h30 TU)

Formule d'appel : Excelencia, / Monsieur le Président,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LA FAMILLE D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION ARRÊTÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Parti démocratique de la justice sociale (PDJS) a été fondé en janvier 2013, mais les autorités ont refusé de le légaliser. Fin avril 2013, le Mouvement de protestation populaire, composé de personnes comme de partis d'opposition, a été fondé notamment pour protester contre le refus des autorités de légaliser le PDJS, mais aussi pour réclamer des libertés fondamentales et un dialogue avec le gouvernement. Le 2 mai, le Mouvement a informé les autorités par écrit de son intention d'organiser une manifestation pacifique le 15 mai. Les autorités n'ont pas répondu. Toutefois, le ministre de l'Intérieur aurait fait savoir oralement à certains des organisateurs qu'ils n'avaient pas l'autorisation de manifester.

Le 8 mai, vers 14 heures, l'un des organisateurs de la manifestation, Enrique Nsolo Ndong, professeur à l'université, a été roué de coups par un groupe de six jeunes hommes alors qu'il préparait une banderole. Ils l'ont ensuite traîné hors du bâtiment et l'ont fait monter dans une voiture de police stationnée à l'extérieur. Il a été emmené au poste central de Malabo et remis en liberté plus tard dans la soirée, sans inculpation. Il a depuis été licencié de son poste d'enseignant à l'université. Son père et son frère aîné ont été arrêtés dans leur ville, située sur le continent, le 14 mai, et transférés à Malabo, dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Ils ont été libérés tard dans la soirée du 15 mai, après avoir été enjoint de convaincre Enrique Nsolo de renoncer à ses activités politiques.

Les citoyens de Guinée équatoriale se rendront aux urnes le 26 mai pour élire un nouveau Parlement, ainsi que plus de 230 membres de conseils locaux et, pour la première fois, 55 membres du nouveau Sénat – qui en compte 70 au total. Les 15 autres sénateurs seront directement nommés par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Le gouvernement invoque fréquemment des « raisons de sécurité » et des tentatives de coups d'État dans le but de faire taire les opposants politiques à l'approche des élections.

Noms : Medianera (seul nom porté à la connaissance d'Amnesty International) (f), Ubaldo Mesi Ndong, Luis Nzo (h), Salvador Bibang Ela (h), Clara Nsegue Eyí (f), Natalia Angue Edjodjomo (f) et six autres détenus
Genre : hommes et femmes